

L'ACISJF IN VIA et l'ONU

Nous sommes membre de ECOSOC-NGO depuis à New-York depuis 2014 et à Genève depuis 2019.



L'ACISJF a des observateurs représentant l'Association aux deux principaux centres de l'ONU, à Genève et New York.

Quelques nouvelles des Nations Unies

La protection contre la violence sexiste est menacée alors que le financement diminue et que l'autoritarisme augmente dans le monde.

Selon le Conseil des droits de l'homme des Nations Unies, "La corrosion des droits humains des femmes est un test décisif pour les normes des droits humains de toute la société."

- Un article du New York Times de Décembre 2019 a souligné le lien entre la diminution de la protection contre la violence de genre et une augmentation mondiale de l'autoritarisme. Il a cité le parti d'extrême droite espagnol Vox qui espérait abroger une loi protégeant les femmes contre la violence qui revendiquent l'injustice envers les hommes, d'autres exemples en Turquie, en Russie, en Hongrie et en Chine.

<https://www.nytimes.com/2019/12/04/us/domestic-violence-international.html>

- Une étude de 2016 sur la violence basée sur le genre demandée par la Commission européenne (Eurobaromètre spécial 449) a révélé que, dans certaines régions, près d'un Européen sur quatre considère toujours le viol comme acceptable dans les cas impliquant des vêtements évocateurs, une intoxication ou même marcher seule la nuit. Voir le tableau ici: <https://www.statista.com/chart/6999/many-europeans-consider-rape-acceptable/>

- Seulement 0,1% du financement humanitaire mondial s'attaque à la violence contre les femmes et les filles. Selon IRC et VOICE, moins de 2 \$ ont été alloués à chaque femme ou fille menacée de viol ou d'abus dans les zones de conflits de 2016 à 2018, sur 41,5 milliards de dollars d'aide humanitaire. Une femme sur cinq qui quitte son domicile subira des violences sexuelles et 90% des pays où le taux de mariage des enfants est élevé sont en conflit. Au cours des 3 dernières années, 2/3 des demandes de financement pour les programmes de lutte contre la violence sexiste n'ont pas été honorées, alors qu'aucun financement n'a été approuvé en République centrafricaine où le viol comme arme de guerre se poursuit. Les politiques féministes d'aide étrangère en Suède, en France et au Canada promettent des fonds spécifiquement pour l'égalité des sexes, mais ces pays sont les exceptions. Pour l'instant, aucun pays dans le monde n'atteindra l'égalité des sexes d'ici 2030, comme le prévoient les ODD des Nations Unies.

- 119 pays ont des lois contre la violence domestique et 125 pays ont des lois contre le harcèlement sexuel. Cependant, pour que les lois fonctionnent, la mise en œuvre est essentielle. Lorsqu'il existe des ressources minimales pour les femmes qui peuvent être économiquement dépendantes de leur partenaire, elles sont moins susceptibles de signaler des

violences. Moins de la moitié des femmes victimes de violence chercheront de l'aide, même auprès d'amis proches, moins de 10% le signalant à la police. Dans le monde, 35% des femmes subissent des violences physiques ou sexuelles (violences basées sur le genre / VBG) à un moment donné de leur vie, le plus souvent de la part d'un partenaire intime, avec des taux allant jusqu'à 50-60% enregistrés en Afrique et en Océanie. La violence psychologique est la plus répandue en Amérique latine, dans les Caraïbes, en Océanie et dans les pays développés, atteignant 40%. En Amérique centrale, 2 femmes sur 3 sont tuées en raison de leur sexe (fémicide), assassinées par un partenaire ou un ancien partenaire 50% du temps. Les coups de femme sont les plus courants en Afrique, en Asie et en Océanie, mais se produisent dans le monde entier. En Afrique et au Moyen-Orient, 125 millions de femmes et de filles ont subi des mutilations génitales féminines (MGF). L'ONU travaille avec de nombreuses organisations, dont le PNUD, ONU Femmes et l'UNFPA, pour lutter contre la violence sexiste (VBG) dans le monde.

Agenda 2015 des Nations Unies pour le développement durable dans 15 ans

Nous devrions tous essayer de nous familiariser avec les objectifs internationaux fixés en 2015 lorsque chaque gouvernement représenté aux Nations Unies a convenu d'un `` Agenda pour le développement durable ", un plan pour réaliser la dignité, la paix et un avenir mondial durable et prospère pour tous en 2030. Les dix-sept objectifs de développement durable de l'Agenda soulignent le travail des Nations Unies et servent de directives stratégiques à la société civile, au secteur privé et aux gouvernements. Plus d'informations peuvent être trouvées sur <https://www.un.org/sustainabledevelopment/sustainable-development-goals/> (cliquez sur le coin supérieur droit pour votre langue)

Les 17 objectifs de développement durable comprennent:

- 1- Pauvreté
- 2- La faim
- 3- Santé
- 4- Éducation
- 5- Égalité des sexes
- 6- L'eau
- 7- Énergie
- 8- Travail et croissance économique
- 9- Industrie, innovation et infrastructure
- 10- Inégalité économique et droits des migrants
- 11- Villes durables
- 12- Modèles de consommation et de production durables
- 13- Changement climatique
- 14- La vie sous l'eau: conservation et durabilité
- 15- La vie sur terre: conservation et durabilité
- 16- Paix et justice
- 17- Partenariats mondiaux pour le développement durable

L'ONU s'attaquera au logement abordable et au sans-abrisme

La Commission annuelle des Nations Unies pour le développement social se tiendra du 10 au 19 février 2020 à New York. Le thème de cette année est "Des logements abordables et des systèmes de protection sociale pour tous pour lutter contre le sans-abrisme". Selon le rapport préparatoire du Secrétaire général des Nations Unies, le logement est désormais la principale dépense des ménages, le logement est devenu moins abordable et la propriété est de plus en plus difficile à obtenir pour les 20-34 ans. Selon Oxfam, les 1% les plus riches contrôlent désormais 46% de la richesse mondiale. Le sans-abrisme est le signe le plus visible des inégalités économiques et sociales - un problème mondial dans les pays en développement et développés. L'itinérance est également alimentée par la violence domestique, le changement climatique et les conflits. Les stratégies pour lutter contre le sans-abrisme comprennent la fourniture de logements abordables et une protection sociale. Les membres des Nations Unies doivent garantir à tous l'accès à un logement adéquat, sûr et abordable, aux services de base et à l'amélioration des bidonvilles.

L'ONU mesure les progrès des droits des femmes au cours des 25 dernières années

La Commission de la condition de la femme des Nations Unies (CSW) tiendra sa 64e session du 9 au 20 mars 2020 à New York. Il s'agit du 25e anniversaire de la 4e Conférence mondiale pour les femmes, qui s'est tenu à Beijing et a produit la Déclaration et le Programme d'action de Beijing (BPfA) décrivant "12 domaines critiques" préoccupants en matière de droits des femmes. Les sessions de la CSW64 passeront en revue les 25 dernières années dans le cadre du BPfA, aborderont les défis actuels et les relieront au Programme de développement durable à l'horizon 2030. De nombreuses études conviennent que les progrès réalisés en matière de droits des femmes au cours des 25 dernières années sont confrontés à de graves menaces, et les femmes et les filles ne sont toujours pas suffisamment protégées contre la violence dans le monde. Pour plus d'informations, les liens suivants sont disponibles en espagnol, français et anglais (choisissez votre langue en haut à droite)

Plate-forme d'action de Pékin: "12 domaines critiques" impliquant des femmes où une action est nécessaire pour créer un monde plus égalitaire pour les femmes, les hommes, les filles et les garçons:

- 1 - Les femmes et la pauvreté
- 2 - Éducation et formation des femmes
- 3 - Les femmes et la santé
- 4 - Violence contre les femmes
- 5 - Les femmes et les conflits armés
- 6 - Les femmes et l'économie
- 7 - Les femmes au pouvoir et à la prise de décision
- 8 - Mécanismes institutionnels
- 9 - Droits humains des femmes
- 10 - Les femmes et les médias
- 11 - Les femmes et l'environnement
- 12 - La petite fille

Résolution des Nations Unies sur la pauvreté des enfants, le travail et les enfants sans soins parentaux

En novembre 2019, la troisième commission de l'Assemblée générale des Nations unies a adopté sa résolution annuelle sur les droits de l'enfant. Les membres des Nations Unies sont convenus d'améliorer la situation des enfants vivant dans la pauvreté, d'interdire immédiatement les pires formes de travail des enfants et de mettre un terme au travail des enfants dans l'ensemble d'ici 2025. Les gouvernements ont également discuté de l'assistance aux millions d'enfants dans le monde sans protection parentale, l'une des plus importantes au monde. populations vulnérables en raison de l'insuffisance des options de soins et du manque de soutien pour les familles à risque. Les membres des Nations Unies se sont engagés à investir dans des programmes et à former les autorités qui travaillent avec les enfants en utilisant les directives de l'UNICEF pour la prise en charge alternative des enfants. Les gouvernements ont reconnu la nécessité d'améliorer la collecte de données pour éclairer les politiques et les programmes concernant ces enfants et ont reconnu plusieurs options de soins individualisés afin d'éviter l'institutionnalisation tout en gardant la cellule familiale intacte dans la mesure du possible. La mise en œuvre par le gouvernement sera la clé de ce nouvel accord pour vraiment protéger les droits des enfants privés de soins parentaux dans le monde.

Lien vers la Convention des Nations Unies relative aux droits de l'enfant <https://www.unicef.org/child-rights-convention>

Lien vers les directives de l'UNICEF pour la prise en charge alternative des enfants en 2010 https://www.unicef.org/protection/alternative_care_Guidelines-English.pdf

Jill Marie Sen (Janvier 2020)